Aurélie VIROT-LANDAIS

Coordonnées :

• Université de Poitiers
Faculté de Droit et Sciences Sociales
Bât. n° E 9 IDP bureau G 208
43 place Charles de Gaulle
TSA 81100
86073 Poitiers cedex 09

• aurelie.virot.landais@univ-poitiers.fr

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

MAITRE DE CONFERENCES EN DROIT PUBLIC – Faculté de droit et des sciences sociales, Université de Poitiers (depuis 2013)

MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC (EA 2623)

ENSEIGNEMENTS

FACULTE DE DROIT – UNIVERSITE DE POITIERS

- **Droit de la fonction publique**
  - Droit de la fonction publique (L3 Droit ; 2013-2018, matière à TD)
  - Droit de la fonction publique territoriale (M1 Droit des collectivités territoriales ; depuis 2018 ; 20h CM)
  - Enjeux en droit de la fonction publique de la valorisation de la recherche (M2 Droit Valorisation de la recherche, depuis 2018, séminaire de 6h)

- **Droit des collectivités territoriales**
  - Droit des collectivités territoriales (M1 Droit ; depuis 2016 ; 30h, matière à TD)
  - Démocratie locale (M2 Droit des collectivités territoriales ; depuis 2018 ; 15h CM)
  - Autres formes de coopération juridique entre collectivités territoriales (hors intercommunalité) (M2 Droit des collectivités territoriales ; depuis 2018 ; 15h CM)
  - Gestion des risques contentieux des collectivités territoriales (M1 Droit ; depuis 2018 ; 20h CM)

- **Communication publique**
  - Régulation du secteur audiovisuel (Magistère Droit des TIC 2e année ; depuis 2015 ; 24h CM)
  - Droit de la communication (L3 Droit des TIC ; depuis 2018 ; intervention ciblée : 4h CM)

- **Finances publiques**
  - Finances publiques (L2 Droit sem. 1 et 2, 2013-2018 ; 60h CM ; L2 AES, en 2017-2018 ; 30h CM ; L3 Droit sem. 2 ; 2018-2019 ; 30h CM, matière à TD)
  - Finances locales (Licence Professionnelle Droit « Administration des collectivités territoriales » ; 2013-2015)

- Autres
  - Institutions administratives (L1 Droit ; 2013-2014)
  - Histoire des idées politiques après 1789 (M1 Droit ; 2013-2016)
  - Introduction au droit public (Licence Professionnelle « Accompagnement social », UFR SHA – Département de Psychologie ; 2014-2018)

ENSEIGNEMENT A DISTANCE - CNED

- Depuis 2018, rédaction de fascicules, création et correction de sujets de QRC et QCM
- Matières : Démocratie locale ; Coopération juridique entre collectivités territoriales

PUBLICATIONS ET PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

MOTS-CLEFS : FONCTION PUBLIQUE ; COLLECTIVITES TERRITORIALES ; DONNEES PUBLIQUES ET DONNEES PERSONNELLES ; ACTION PUBLIQUE

TRAVAUX DE THESE

▪ ***L'efficacité de l'acte administratif unilatéral***, sous la dir. de M. le Prof. Stéphane BRACONNIER, Université de Poitiers, 2011, 951 pages dactyl. *Mention très honorable et félicitations du jury*

OUVRAGES

▪ ***Statut commenté de la fonction publique territoriale***, Berger-Levrault, octobre 2019, 768 pages.

▪ Co-actualisation avec le Pr. Jean-François Lachaume de son ouvrage ***Droit de la fonction publique***, coll. Connaissance du droit, Dalloz, 4e éd., juin 2017.

▪ Collaboration à l'actualisation d'éditions d'ouvrages juridiques :
- 3e édition de J-F. Lachaume, H. Pauliat, C. Deffigier (dir.), *Droit des services publics*, LexisNexis, coll. Manuel, 2018 (pp. 3-64).
- 2e éd. de Pr. S. Braconnier, *Droit des services publics*, PUF, coll. Thémis Droit, 2007.

ARTICLES

▪ **« La protection des données personnelles dans les usages des outils numériques. Le défi en matière sociale et médico-sociale »**, *La revue du Centre Michel de L'Hospital,* n° 20, mars 2020, pp. 52-59.

▪ **« Responsabilité et responsabilisation en droit de la fonction publique »**, *in* E. Berry, D. Gantsching, L. Gatti et D. Veillon (dir.), *Les responsabilités*, Presses universitaires juridiques de Poitiers-LGDJ, n° 96, juillet 2018, pp. 201-227.

▪ **« La répression administrative des groupements sportifs »**, *in* Programme PREFALC 2012-2016 « Criminalité et responsabilité(s) des personnes morales et des organisations », réunissant des Universités argentines et colombiennes ainsi que l'Université de Poitiers, 2018.

▪ **« La traduction comptable de la disparition anticipée de l'acte administratif unilatéral »**, *in* S. Kott (dir.), *Droit et comptabilité : la spécificité des comptes publics,* Economica, 2017, pp. 329-345.

▪ **« De l'oubli en droit administratif »**, in *Entre les ordres juridiques – Mélanges en l'honneur de François Hervouet*, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2016, pp. 723-749.

▪ **« Mérites et limites de la régularisation des actes viciés »**, co-écrit avec Pr. E. Langelier, *JCP A* n° 30/2015, pp. 38-44.

▪ **« Union européenne et responsabilisation »**, *JCP A* n° 10-11/2015, actes du colloque « De la responsabilité à la responsabilisation des fonctionnaires », étude 2082.

▪ **« Les activités de contrôle exercées par les personnes privées chargées d'un service public »**, *RDP* n° 3/2013, pp. 613-639.

▪ **« Le pigeon, un occupant préoccupant du domaine public urbain »**, *AJDA* n° 20/2013, pp. 1147-1154.

▪ **« Un statut pluriel et lacunaire des occupants sans titre du domaine public »**, *RDP* n° 3/2012, pp. 563-591.

NOTES DE JURISPRUDENCE

▪ « De la « danthonysation » du retrait » (note sous CE 7 fév. 2020, *Mme G. c/ commune de Bussy-Saint-Georges*, req. n° 428625), *JCP A* 2020, à paraître.

▪ « De la communicabilité d'un protocole de transaction extinctive conclu par l'Etat avec les sociétés concessionnaires d'autoroutes » (note sous CE 18 mars 2019, *Ministre de l'Economie, de l'industrie et du numérique*, n° 403465), *JCP A* 2019, comm. 2240.

▪ « Une convention de prêt bancaire à un parti politique transmise à la CNCCFP est-elle bien une pièce comptable comme les autres ? » (note sous CE 13 fév. 2019, *Association Rassemblement National*, req. n° 420467), *JCP A* n° 26/2019, comm. 2191.

▪ « De la régularité de la notification d'un pli recommandé avec accusé de réception au gardien de l'immeuble d'habitation » (note sous CE, 28 mars 2018, *Mme B. c/ Ville de Paris*, req. n° 399867), *JCP A* n° 24/2018, comm. 2183.

▪ « Jeu d'équilibre entre droit d'accès aux documents administratifs, respect du droit moral de divulgation des agents publics et préservation de l'identité des acteurs de la lutte contre les dérives sectaires » (note sous CE 8 nov. 2017, *ASES-CC,* req. n° 375704), *JCP A* n° 12/2018, comm. 2082.

▪ « L'accès aux données personnelles d'une victime décédée, par ses héritiers reprenant l'action en réparation » (note sous CE 7 juin 2017, *MAIF*, req. n° 399446), *JCP A* n° 41/2017, comm. 2238.

▪ « Nouvelle limite au droit d'accès aux documents administratifs : l'opposabilité du secret des affaires par une entreprise en situation de monopole » (note sous CE 21 avril 2017, *Soc. FM project*, req. n° 394606), *JCP A* n° 35/2017, comm. 2207.

▪ « Dans quelle mesure une instruction générale relative à la gestion du personnel d'un EPIC constitue-t-elle un document administratif au sens de la loi du 17 juillet 1978 ? » (note sous CE 21 avril 2017, *RATP*, req. n° 395952), *JCP A* n° 27/2017, comm. 2172.

▪ « Précisions relatives à l'appel de l'ordonnance qui rejette une demande de suspension accompagnant un déféré préfectoral » (note sous CE 8 fév. 2017, *Min. logement et habitat durable c/ Cne de Chens-sur-Léman*, req. n° 402417), *JCP A* n°17-18/2017, comm. 2119.

▪ « Irrégularité de l'installation par une commune de lecteurs automatisés de plaques d'immatriculation aux fins d'assistance à la mission de police judiciaire assumée par l'Etat » (note sous CE 27 juin 2016, *Cne de Gujan-Mestras*, req. n° 385091), *JCP A* n° 13/2017, comm. 2082.

▪ « Concours administratifs et loi du 17 juillet 1978 : une transparence obscurcie ? », (note sous CE 17 fév. 2016, *CNFPT*, req. n° 371453), *JCP A* n° 21/2016, comm. 2134.

▪ « Quel accès pour un tiers, sur le fondement de la loi du 17 juillet 1978, aux données personnelles contenues dans les fichiers médico-administratifs » (note sous CE 30 déc. 2015, *Soc. Laboratoire Servier*, req. n° 372230), *JCP A* n° 40/2016, comm. 2253.

▪ « L'impartialité des procédures disciplinaires fédérales : le rôle du président de la fédération en question » (note sous CE 21 nov. 2014, *M. C c/FFSG*, req. n° 373071), *Cah. dr. sport* n° 39/2015, p. 58.

▪ « Quel accès aux documents d'instruction du contrôle des comptes de campagne de l'élection présidentielle assuré par la CNCCFP ? », (note sous CE 27 mars 2015, *Soc. Médiapart*, req. n° 382083), *JCP A* n° 23/2015, pp. 15-18.

▪ « De l'art de consolider l'effectivité du droit à la communication de documents administratifs en présence d'une demande mal dirigée » (note sous CE 15 oct. 2014, *Min. Économie et Finances*, req. n° 365058), *JCP A* n°15/2015, comm. 2096.

▪ Notices d'actualité jurisprudentielles, *JCP A* n° 13/2015, act. 292, 296, 300.

▪ Note sous CE Ass. 13 mai 2011, *Mme M'Rida*, req. n°316734, *in* « Chronique de contentieux administratif. 1er semestre 2011 » sous la dir. de M. Antoine CLAEYS, *LPA* 2012, n° 61, pp. 11-15.

▪ Note sous CE 14 mars 2011, *Cne d'Ajaccio et M. Olivesi*, req. n° 309087 et 308987 et CE 5 mai 2011, *Min. de l'Écologie, de l'Énergie c/ M. Bertaud*, req. n° 336893 ; 2e espèce, *in* « Chronique de contentieux administratif. 1er semestre 2011 » sous la dir. de M. Antoine CLAEYS, *LPA* 2012, n° 62, pp. 8-13.

COMMUNICATIONS ET CONFERENCES

▪ Conférence d'actualité en droit de la fonction publique **« Loi du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique »**, IDP, Faculté de droit de Poitiers, avril 2020.

▪ **« La protection des données personnelles dans les usages des outils numériques »**, *in* Séminaire *Secret professionnel, partage d'informations et éthique en matière sociale et médico-sociale*, organisé par Mme Faberon-Tourette, Université de Clermont Auvergne, 6 juin 2019.

▪ **« Ordre public et audiovisuel » »**, *in* Université d'été « Ordre public », organisée par la Faculté de droit de Poitiers, juillet 2018.

▪ **« Obligation de transparence des algorithmes »**, avec T. Petelin, MCF, Univ. Poitiers, 1er Séminaire sur la neutralité de l'algorithme, Compiègne, 25 et 26 juin 2018, Groupe de recherche interdisciplinaire et interuniversitaire « Transition numérique et innovation juridique ».

▪ Participation à la table-ronde **« La laïcité dans l'action publique territoriale »,** in *1ère Journée d'étude Université de Poitiers – CNFPT*, *Le sens de l'action publique territoriale*, 15 mars 2018.

▪ **« Responsabilité et responsabilisation en droit de la fonction publique »**, *in* Université d'été « Responsabilité », organisée par la Faculté de droit de Poitiers, juillet 2017.

▪ « Les propositions des candidats à l'élection présidentielle 2017 concernant la fonction publique », communication durant une journée de formation des adhérents des fédérations 17, 79 et 86 de la FSU, « L'avenir de la Fonction publique », avril 2017.

▪ **« La traduction comptable de la disparition anticipée de l'acte administratif unilatéral »**, *in* Colloque « Les interactions entre comptabilité et droit publics » organisé par le Pr. S. Kott au Ministère des Finances, 25 et 26 janvier 2016.

▪ Conférence d'actualité en droit de la fonction publique **« Actualités en droit de la responsabilité disciplinaire des agents publics »**, IDP, Faculté de droit de Poitiers, janvier 2015.

▪ **« Union européenne et responsabilisation »**, *in* Colloque du LERAP, « De la responsabilité à la responsabilisation des fonctionnaires », Université François Rabelais de Tours, 20-21 novembre 2014.

FASCICULES DE JURISCLASSEUR

▪ Fascicule n° 804 « Organes de gestion et de participation dans la fonction publique territoriale », *J-Cl. Collectivités territoriales*, Lexis Nexis, (refonte), à paraître en 2020.

▪ Fascicule n° 814 « Emplois fonctionnels dans la fonction publique territoriale », *J-Cl. Collectivités territoriales*, Lexis Nexis, (refonte), à paraître en 2020.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES, SCIENTIFIQUES ET PEDAGOGIQUES

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

▪ **Commission d'expertise scientifique** de droit public et de sciences politiques de la Faculté de droit de Poitiers (Sections 02-04) : membre depuis 2018

▪ **Adjointe à la « Documentation » auprès du Doyen** de la Faculté de droit de Poitiers (2013-2018)

▪ **Responsable du personnel du Centre de doctorat**, bibliothèque de la Faculté dédiée aux Masters et à la recherche (2015-2018)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

▪ **Comité de suivi des thèses de l'Ecole doctorale** Droit et Science politique Pierre Couvrat (Université de Poitiers) : membre depuis 2018

- **Jury de soutenance de thèse** :
  - S. Zidani, *Obéissance des fonctionnaires et responsabilité des dirigeants pendant la révolution lybienne de 2011*, avec M. H-M. Crucis (dir.), M. S. Gilbert (prés. et rapp.), M. J. Le Goff (rapp.), M. E. Guiselin et M. M. Joyau, Universté de Nantes, sept. 2019.

- Participation à des **comités de sélection** : Université de Poitiers, postes de MCF : 2017, 2018, 2020

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- Coordination d'équipes de travaux dirigés

- Direction de mémoires de recherche dans le cadre du Magistère Droit des Techniques de l'Information et de la Communication (TIC) 2e année et du Master 2 Droit des collectivités territoriales.

- Enseignant référent de stages : auprès d'étudiants de L3, M1 et M2 Droit des collectivités territoriales, du Magistère Droit des TIC 2e année et, en 2013-2015, de Licence professionnelle Administration des collectivités territoriales.

COLLABORATION AVEC DES INSTANCES DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

- Membre du jury de l'examen professionnel d'avancement de grade – attaché principal 2019 ; Centre de gestion 86
- Correction de l'épreuve de note administrative et examinatrice de l'épreuve orale ; examen professionnel d'avancement de grade – attaché principal 2019, Centre de gestion 86

FORMATIONS A DESTINATION DES ELUS ET AGENTS PUBLICS TERRITORIAUX

- Depuis 2019
- Organismes : CNFPT (délégations de la région Nouvelle Aquitaine) ; Centres de gestion 86 et 79 ; Association des maires de France (délégations 86 et 79)
- Domaines : fonction publique territoriale